

Généralement



Corruption, le risque inconnu



Beaucoup de futurs spécialistes et cadres méconnaissent les conséquences juridiques des actes de corruption. Telle est la conclusion d'un sondage réalisé par l'Institut suisse pour l'entrepreneuriat (SIFE) et le Centre de recherche en politique économique (FoW) de la HTW Coire, auquel ont participé plus de 1800 étudiants de toutes les disciplines dans les hautes écoles suisses. Sur sept cas ayant trait à la corruption qui leur étaient soumis, les sondés n'en ont correctement évalué, en moyenne, que deux et demi.

Autor: Prof. Dr. Christian Hauser, Institut suisse pour l'entrepreneuriat à Hochschule für Technik und Wirtschaft HTW Coire

Les marchés de croissance actuels et futurs pour les entreprises suisses se situent de plus en plus dans les régions et les pays qui présentent un risque élevé de corruption. La pression du succès économique, une connaissance imprécise des conditions politiques et culturelles et les incertitudes en ce qui concerne la situation juridique augmentent le risque pour les entreprises ainsi que pour les spécialistes et les cadres d'être impliqués - à l'international - dans des affaires de corruption. Dans les pratiques commerciales, la corruption apparaît souvent comme une occasion en or pour contourner les obstacles bureaucratiques ou pour obtenir des avantages économiques pour l'entreprise. La tentation d'y céder est dès lors énorme. Selon des estimations de la Banque mondiale, plus de 1000 milliards de dollars sont payés chaque année en pots de vin.

Intensification de la lutte contre la corruption

A l'échelle nationale et internationale, la lutte contre la corruption s'est fortement renforcée ces dernières années. Cela a également amené la Suisse à durcir et à étendre le droit pénal

en la matière. Désormais, les particuliers aussi bien que les entreprises qui s'adonnent à la corruption s'exposent à des poursuites pénales. Et, en plus des sanctions encourues, la corruption peut se traduire, pour les entreprises mises en cause, par une atteinte grave à leur image ou par l'interdiction d'accès à des services et à des projets gouvernementaux.

Entreprises associées à la corruption

Mais quel est le degré de sensibilité des futurs spécialistes et cadres vis-à-vis des conséquences pénales de la corruption? Cette question a été examinée par l'Institut suisse pour l'entrepreneuriat (SIFE) et par le Centre de recherche en politique économique (FoW) de la HTW Coire dans le cadre d'une étude menée durant l'été 2010 auprès des hautes écoles suisses et à laquelle ont pris part plus de 1800 étudiants de toutes disciplines. Les chercheurs ont d'abord voulu savoir si ces étudiants considéraient la corruption comme une problématique sérieuse pour la société. Plus de 90% d'entre eux ont répondu par l'affirmative. La moitié d'entre eux ont par ailleurs cité le nom d'une ou plusieurs entreprise(s) qu'ils associaient spontanément à la corruption. Les réponses les plus fréquentes ont été UBS (270) et Siemens (261) puis, loin derrière, BP (120) et les fédérations de football (119).

Des lacunes aussi chez les étudiants en droit

Si les étudiants semblent globalement conscients du problème posé par la corruption, ils ont en revanche eu de la peine à évaluer les cas concrets d'affaires de corruption. Ils se sont ainsi vu soumettre sept cas pratiques constituant potentiellement des affaires de corruption et ont été chargés d'évaluer les conséquences juridiques des actes des différents acteurs, aussi bien à l'étranger qu'en Suisse. Or, seuls 2,6 des 7 cas pratiques ont été évalués correctement. Les lacunes sont particulièrement criantes à l'égard des actes de corruption commis à l'étranger. Seul un sondé sur cinq savait que le fait de corrompre un agent public étranger était également passible de sanctions pénales en Suisse.

Une analyse en fonction des disciplines d'étude montre que les étudiants en droit sont plus souvent en mesure de bien évaluer les conséquences juridiques d'actes de corruption que les étudiants d'autres filières, mais qu'ils n'en accusent pas moins un manque de connaissances important. Les futurs juristes n'ont ainsi été capables de juger correctement que 3,3 des 7 cas.

Travail de formation à accomplir

Les résultats de l'étude montrent qu'il existe, en matière de prévention de la corruption, d'importants besoins de formation et de sensibilisation. La balle est donc dans le camp des universités, mais aussi des politiques et des entreprises. D'une part, l'examen des risques et des conséquences de la corruption devrait être plus solidement ancré dans les programmes des hautes écoles. D'autre part, la question de la corruption devrait dans les entreprises faire partie intégrante des formations des stagiaires et des cadres, mais aussi des programmes de développement du personnel.

Il est d'autant plus important d'intervenir que 80% des étudiants interrogés estiment que la corruption est un sous-produit de l'entreprise et qu'elle existera toujours.

Informations complémentaires:

www.sife.ch/anti-korruption

Becker, K., Hauser, C., Kronthaler, F. (2011): Corruption and the resulting legal consequences - What is the current 'state of knowledge' that students possess as future decision-makers? Discussion Paper on Economics and Entrepreneurial Management 4/2011

deCredit Suisse, vendredi, 25. février 2011

(évaluations moyennes de 3 évaluations)

Aucun commentaire disponible jusqu'ici.

- [Règles du jeu](#)

Copyright © 1997 - 2011 CREDIT SUISSE GROUP AG et/ou entreprises liées. Tous droits réservés.

[Conditions d'utilisation](#), [Politique de confidentialité](#) et [Global Patriot Act Certificate](#).